

tirés des régimens de milices pour former les quatre divisions de Vieille-Castille, de Nouvelle-Castille, d'Andalousie et de Galice. On créa, sous le nom de *tercios*, nom qu'avaient illustré autrefois les Espagnols dans les guerres d'Italie et de Flandre, un corps expéditionnaire composé d'infanterie et de cavalerie, destiné à la garde de la province de Buenos-Ayres. Le camp de Saint-Roch devant Gibraltar fut renforcé; on travailla pour mettre les côtes et les ports en état de défense. On mit sous les armes les compagnies de milices urbaines dans les ports.

Il y avait plus d'ostentation que de réalité dans ces préparatifs militaires. Le prince de la Paix n'avait pas assez d'élévation pour profiter de l'attaque des Anglais, et rendre sa nation forte, à tout hasard de l'emploi qu'elle aurait à donner à ses forces; il n'avait pas assez de talent ni de popularité pour mener à fin cette idée généreuse, quand même il l'aurait conçue. Napoléon se serait probablement op-

posé à l'augmentation des troupes de terre; elles ne furent pas mises au complet; on ne les réunit pas. Le gouvernement porta son attention et ses trésors au service de la marine. Les escadres espagnoles concoururent avec les escadres françaises à cette mémorable campagne navale de 1805 qui faillit être si funeste à l'Angleterre. Elles eurent une plus grande part dans les revers. La marine espagnole périt avec la marine française à Trafalgar.

L'Espagne était de moitié avec la France dans ses désastres maritimes, et la France triomphait seule sur terre. Charles IV avait applaudi au premier consul Bonaparte, vainqueur des factions dans son pays, conquérant la paix en Europe, plaidant et gagnant la cause de l'ordre et du pouvoir; mais il n'avait pu voir avec indifférence l'empereur Napoléon cimenter sans motif la restauration du trône par le sang d'un Bourbon, qui était bien plus éloigné que lui et les siens des droits à la couronne. Quand plus tard des écrits protégés par

l'autorité proclamèrent impossible la coexistence de la maison de Bourbon et de la nouvelle dynastie française; quand des actes officiels du cabinet appuyaient les prétentions de Napoléon sur l'ancienne puissance des Bourbons et leur établissement sur les trois trônes de France, d'Espagne et de Naples; quand il annonça le projet de distribuer les trônes aux princes de sa maison; quand la voix publique lui attribua d'avoir dit que bientôt sa dynastie serait la plus vieille de l'Europe; alors le roi d'Espagne dut être inquiet et offensé.

Chez Napoléon, le pouvoir marchait à l'égal de la volonté. Il jugea utile de rassurer la cour d'Espagne. On parvint à lui persuader que, quelles que fussent les vues de l'Empereur pour la famille impériale, tout serait ajourné jusqu'à la mort du roi Charles; on lui dit que l'Empereur ne voudrait pas mécontenter son bon, son vieux, son fidèle allié. En effet, quel autre souverain, même pris parmi ses frères, lui eût garanti de la part de l'Espagne une faiblesse et

une servilité si rassurante ? On fit savoir que, le cas échéant, on s'occuperait du sort particulier de la reine et du prince de la Paix. La tranquillité de Charles une fois assurée pendant sa vie, et ensuite l'existence de la reine et du prince de la Paix, que fallait-il de plus à Charles IV ? Godoy était son peuple et sa famille.

Le prince de la Paix ne partageait pas cette sécurité. Il voyait la haine du peuple espagnol comme un résultat nécessaire du malaise produit par la guerre. Encore dans la force de l'âge, il apercevait devant lui un avenir plus long, par conséquent nébuleux et menaçant. Napoléon l'effrayait encore plus que la révolution. Cet effroi était bien naturel. Incertain dans sa politique, il prêchait aux agens diplomatiques de l'Espagne l'alliance et l'amitié avec la France ; et en même temps il les blâmait d'avoir trop et de trop étroits rapports avec les Français. Si l'ambassadeur, ou les agens de la puissance espagnole à Paris, consentaient à des sacrifices forcés, il leur reprochait

leur condescendance comme indigne de la fierté castillane. Bientôt après il faisait plus de sacrifices encore, et descendait plus bas lui-même. Ses vues étaient sans fixité et sa marche incertaine. Dans l'état où était alors l'Espagne, la tâche eût été difficile pour un plus habile que lui.

Le renversement du trône de Naples fut la suite de la bataille d'Austerlitz. La politique de l'Espagne avait été séparée, et même opposée à celle du royaume des Deux-Siciles. Cette différence, qui tenait à la position topographique des deux états, n'avait pas rompu les liens de l'amitié entre les deux frères. Plus d'une fois Charles IV avait prévenu Ferdinand IV de ce qu'il allait faire par suite des combinaisons de la France, et ces avis transmis par Ferdinand aux Anglais avaient été mis à profit par ceux-ci pour la ruine de l'Espagne ¹. Il s'était interposé souvent comme

¹ Dans le testament de lord Nelson, pour moti-

médiateur entre la France et Ferdinand IV. Les liens entre les deux familles avaient été resserrés récemment par le mariage du prince des Asturies avec une fille du roi des Deux-Siciles. Le renversement de ce monarque affligea la cour d'Espagne. Elle tarda, elle hésita à reconnaître Joseph Bonaparte comme roi de Naples; c'était plutôt pudeur que politique. Napoléon s'indigna de l'hésitation. Alors il était occupé des préparatifs de la guerre de Prusse. Il dit en montant en voiture, pour aller rejoindre son armée en Franconie : « Charles IV » ne veut point reconnaître mon frère pour roi

ver un de ses legs en faveur de lady Hamilton, il dit qu'elle obtint, en 1796, une lettre du roi d'Espagne, par laquelle Sa Majesté informait le roi de Naples, son frère, de l'intention où elle était de faire la guerre à l'Angleterre. Cette lettre fut communiquée au cabinet britannique. Les ministres ordonnèrent à l'amiral Jordis, qui commandait alors les flottes britanniques, d'attaquer, si l'occasion favorable se présentait, les flottes, les ports du roi d'Espagne, sans attendre que la guerre fût déclarée.

» des Deux - Siciles , son successeur le recon-
» naîtra. »

Ce trait hostile était lancé. L'Angleterre avait saisi le joint : elle conçut l'espoir d'armer la Péninsule entière contre la France. Une flotte nombreuse, encore conduite par lord Saint-Vincent, parut, au mois d'août 1806, dans le Tage, ayant à bord un négociateur anglais et des troupes, afin d'entraîner la politique vacillante du cabinet de Lisbonne. Le baron de Strogonof, ambassadeur de Russie à Madrid, arrivé nouvellement d'Angleterre, avait préparé, en passant à Lisbonne, des dispositions éventuellement hostiles contre la France. Il était un moyen de rapprochement entre le prince de la Paix et ce cabinet.

Le pouvoir toujours croissant de la France tendait dès-lors à coaliser l'Europe entière contre elle. L'Espagne avait été l'amie de la France, tant que la France avait lutté contre les puissances qui avaient juré sa destruction. Les invasions d'Allemagne et d'Italie, les attaques contre l'Au-

triche avaient été la suite de la guerre défensive. L'Espagne avait autrefois conclu la paix avec la nouvelle république française, en même temps que la Prusse. Elle se trouvait donc, par rapport à la France, dans une situation à peu près semblable. L'attaque de la Prusse sortait du système de défense : c'était une attaque contre l'Europe ; c'était un sujet d'effroi pour les neutres et les alliés. L'Espagne devait donc entrer en lice pour étouffer une ambition dont elle-même, plus rapprochée, serait tôt ou tard la victime. Telles étaient les réflexions conformes à la justice et à la politique qui prirent crédit à ce moment dans le cabinet de Madrid.

L'AMBASSADEUR Strogonof prépara à Madrid, avec le prince de la Paix et l'ambassadeur de Portugal, un système d'agression contre la France. L'explosion devait avoir lieu au moment où la Russie entrerait en lice dans le nord de l'Europe. Les préparatifs devaient être

ménagés avec art afin de distraire l'attention de la France. Le Portugal devait armer. L'Espagne devait lever des troupes et mobiliser de l'artillerie sous le prétexte de l'opposer aux armemens du Portugal. Des expéditions se rassemblaient dans les ports d'Angleterre. Tout-à-coup, et dans un moment décisif, une forte armée espagnole et portugaise, appuyée par des troupes anglaises et certainement par des moyens maritimes, devait se montrer dans le midi de la France et frapper un coup inattendu dans la portion de son territoire où il y avait le plus de sécurité et le moins de moyens de défense.

Tout cela se passait dans le cabinet du prince de la Paix. Aucun agent du gouvernement au dedans ni au dehors n'en était prévenu. L'exécution n'était pas commencée. Rien n'avait transpiré ; il y avait encore loin de plans mal digérés et à peine ébauchés à un commencement d'exécution. Aucun rapport direct n'avait été entamé avec l'Angleterre. Pas une mesure n'a-

vait été prise pour se procurer des hommes ou de l'argent.

Sous le ciel brûlant du midi on voit quelquefois, au milieu d'un beau jour et sans qu'il y ait un nuage au ciel, l'éclair briller, la foudre se faire entendre, et cependant tout est resté dans l'ordre accoutumé; à peine quelques légers nuages se sont amassés à l'horizon. Ainsi parut, inattendue pour tous, inintelligible à la plupart, la proclamation du 5 octobre du prince de la Paix ¹. Il appelait la nation aux armes, sans désigner le nouvel ennemi qu'elle aurait à combattre. Le style en était entortillé et l'objet insignifiant. Il rappelait Philippe V. Il demandait des chevaux à l'Estramadure et à l'Andalousie. Des circulaires furent écrites aux intendants, aux évêques, aux corrégidors, aux capitaines-généraux des provinces; sans nommer l'ennemi qu'on voulait combattre, on le désignait de manière à ce qu'il ne pouvait

¹ Voyez à la fin du livre . pièce n° IV.

être méconnu ; on échauffait le patriotisme de la nation , pour obtenir d'elle des efforts aussi grands que la cause , où l'on allait se trouver engagé , était vaste et difficile. On annonça qu'on demanderait au peuple des bras , aux riches de l'argent. Une répartition de soixante mille recrues à fournir à l'instant par la voie du sort fut envoyée aux provinces. Un conseiller de finances , Don Sisto Espinosa , fut chargé de rédiger un plan de finances pour l'établissement de nouveaux impôts. Rien ne devait être négligé *pour entrer avec gloire dans la lice qui va s'ouvrir.*

Personne en Europe n'était préparé à cette levée de boucliers de l'Espagne. La légèreté la plus coupable , l'ignorance la plus insigne , la présomption la plus absurde avaient inspiré cette manifestation éclatante , qui , n'étant appuyée sur aucune mesure effective , devait s'en aller en fumée. Le baron de Strogonof fut atterré de cette déclaration intempestive. Le Portugal se hâta de détruire les traces d'une con-

nivence qui le rendait coupable aux yeux de Napoléon. Déjà le parti français, l'emportant sur le parti anglais, avait forcé lord Saint-Vincent à s'éloigner de la rade de Lisbonne. Dans les cours étrangères, les agens diplomatiques, français et espagnols, se demandèrent s'ils devaient se considérer comme ennemis. Une division de cinq mille Espagnols, détachée en Étrurie sous les ordres de Don Gonzalo Ofaril, lieutenant-général pour garder le royaume contre les Anglais, eut à craindre d'être traitée comme ennemie par les troupes françaises éparpillées en Italie.

Dans ce même temps, les Anglais faisaient aux Espagnols tout le mal qu'ils pouvaient. Miranda aidé, soufflé par eux, venait de faire dans la province de Carraque, le premier essai d'une insurrection, qui devait finir par l'indépendance absolue du Nouveau-Monde; l'Angleterre tentait de révolutionner le Pérou par le colonel Burr, et d'intéresser les États-Unis en faveur des sujets de l'Espagne; des

troupes anglaises s'emparaient de Buénos-Ayres.

Pendant le laps de temps qui s'était écoulé entre la proclamation, la bataille d'Iéna avait eu lieu, et la monarchie prussienne avait disparu. Napoléon lut dans le palais de Frédéric, à Berlin, le manifeste belliqueux du prince de la Paix; les menaces ne l'effrayèrent pas. En réponse à l'armement et à la fanfaronnade de Godoy, il chargea le sénateur Lamartillière, vieillard plus que septuagénaire, d'organiser les gardes nationales des départemens frontières de l'Espagne.

Quand Napoléon n'aurait pas eu, par instinct et par ambition, le sentiment des maux que l'Espagne pouvait lui faire un jour, l'équipée du prince de la Paix était propre à lui démontrer l'évidence de cette vérité politique. L'Espagne presse la France à l'opposé de toutes les autres pressions; l'Espagne, entourée par la mer et n'ayant de contact qu'avec un État faible, n'est pas menacée par des agressions latérales, et, si elle est ennemie de la France, elle peut se pré-

cipiter avec toute sa puissance vers sa frontière du nord. Napoléon savait que derrière les Pyrénées un peuple généreux avait conservé de l'énergie, et n'avait pu être dégradé par la longue oppression d'un gouvernement sans gloire au dehors, et despotique au dedans. Il connaissait tout ce qu'on peut attendre des efforts des peuples, et surtout des peuples du midi, quand on les gouverne suivant leurs passions, et qu'on les dirige dans la sphère d'activité de leurs impressions morales. Un homme pouvait se trouver, qui régénérerait l'Espagne ; un prince pouvait régner, qui la laisserait se régénérer ; une révolution de palais, une émeute populaire, pouvait en donner le mouvement. Il n'était pas dit que l'Espagne serait toujours gouvernée par un roi faible, par une reine impudique, par un favori méprisé. Pendant que les aigles de la France volaient aux rives du Danube, et s'élançaient vers la Vistule, un autre ennemi restait à ses portes vers le midi. On n'est fort nulle part, quand on est

vulnérable si profondément et si sérieusement par un point. L'accroissement de la puissance doit se faire par additions concentriques et dans tous les sens à la fois. Les armées françaises combattant en Pologne, en Bohême, en Autriche, pouvaient être tournées par l'armée ennemie qui se présente aux Pyrénées, puisque cette dernière armée serait plus proche de Paris. Le centre d'un royaume est en effet l'arc-boutant de sa puissance militaire. La soumission absolue, et avec une garantie stable, de l'Espagne, n'était-elle donc pas la conséquence naturelle et nécessaire de l'extension de la France au-delà des Alpes et du Rhin, ses limites naturelles. Telles étaient les pensées que suggérait à Napoléon la vaine proclamation de Godoy.

A ces vues saines et politiques, se joignaient peut-être des sentimens hostiles et même assez fondés contre la race qui avait occupé le trône sur laquelle la révolution et son épée l'avaient placé. Il convenait peut-être à sa politique ou

d'effacer tout-à-fait les princes de cette famille du tableau des souverains européens, ou, si cette tâche était trop difficile, de les mêler à son propre sang, de les incorporer à sa famille. Peut-être jugeait-il aussi l'occupation de l'Espagne par l'armée française nécessaire à l'accomplissement des vues dont son génie immense n'avait encore laissé apercevoir qu'une partie. Il avait les yeux tournés vers la Méditerranée. Aux premières années de sa jeunesse, il avait voulu aller servir en Turquie. Il avait rêvé l'indépendance et la révolution de l'Asie-Mineure; plus tard il avait conquis l'Égypte. Dans son projet d'affranchir l'Europe du joug de l'Angleterre, il avait dit souvent que l'Afrique remplacerait l'Amérique pour le vieux continent, et que les côtes du nord de cette vaste partie du monde donneraient un jour en abondance ces denrées précieuses que l'Europe demande à l'Amérique, et que l'Angleterre s'est chargée de distribuer. Toutes les beautés de la nature, tous les prodiges des arts, les débris

et les trophées de la civilisation sont éparés autour de la Méditerranée. Ses rivages sont habités, là, par les peuples les plus ingénieux, les plus passionnés; là, par des conquérans barbares. Napoléon disait parfois que la Méditerranée serait le lac français. Pour y parvenir, malgré la domination des Anglais sur mer, il fallait traverser l'Espagne, avoir la place d'Algésiras et les ports d'Andalousie.

○ Une lutte avec l'Espagne était donc à peu près rendue inévitable par le développement de la puissance de la France et les progrès de l'empire colossal de Napoléon; mais qu'il nous soit permis de regretter que cette lutte n'ait pas eu lieu d'une manière moins terrible pour les deux nations, moins outrageante pour la morale publique. Pourquoi la situation où se trouvait alors l'Europe, n'a-t-elle pas permis à Napoléon d'accourir à l'instant en Espagne avec ses phalanges victorieuses? La déconsidération où était le gouvernement espagnol et le sentiment de justice qui règne chez les Espagnols,

leur aurait fait rejeter l'odieux de la guerre sur l'imprudent qui l'avait suscitée. En supposant que la nation ne se fût pas séparée du gouvernement, et n'eût pas couru au-devant de Napoléon, au moins il est certain qu'elle n'aurait pas fait d'efforts extraordinaires, de levées en masse; que les Espagnols se seraient contentés de remplir régulièrement leurs devoirs de bons et loyaux sujets.

Voyons quelle force Napoléon aurait eu en ce cas à combattre. Les recherches sur cette matière se lient à notre sujet, car l'invasion de l'Espagne étant venue un an après l'époque qui nous occupe, nous aurons eu d'avance sous les yeux le tableau de la puissance militaire régulière de l'Espagne.

L'ESPAGNE avait alors près de douze millions d'habitans en Europe. Les revenus de l'État ne suffisaient pas pour payer les dépenses; cependant les impôts étaient onéreux, quant au fond et quant au mode de percep-

tion. La guerre maritime, en diminuant les produits des colonies et en portant un coup mortel au commerce, tarissait les sources principales de l'opulence. La dette, quoique peu considérable en raison des ressources du pays, était énorme, parce que la guerre ruinait le crédit public, et parce que, malgré la vente de quelques biens ecclésiastiques, la guerre détournait les fonds destinés à l'amortissement. Le service public était en souffrance partout; le recrutement des troupes et la réparation des fortifications étaient interrompus. Il y avait un arriéré considérable dans tous les services; certains régimens de l'armée de terre et la marine éprouvaient un arriéré de solde de quatorze mois. Mais comme l'Espagne, si elle eût fait la guerre à la France, aurait eu l'alliance et les subsides de l'Angleterre, il faut admettre la supposition que l'argent ne lui aurait pas manqué pour payer le courant.

L'armée espagnole, distincte de l'armée per-

manente employée en Amérique¹, pouvait, en l'année 1807, par son organisation, être forte de quatre-vingt mille hommes, dont seize mille à cheval sur le pied de paix ; il fallait y ajouter près de trente mille hommes de milice, dont une partie avait été levée lors de la dernière rupture avec l'Angleterre, et dont le reste pouvait l'être en quinze jours. L'incomplet habituel réduisait cette quantité à moins de cent mille hommes, y compris les six mille détachés en Toscane, les garnisons d'Afrique, des îles Baléares et des Canaries.

L'armée, passant du pied de paix au pied de guerre, aurait pu recevoir une augmentation de cinquante-six mille hommes, toute imputable

¹ L'établissement militaire des colonies espagnoles était formé par royaumes, provinces et îles ; il consistait en régimens de ligne, vétérans, milices disciplinées blanches et noires ; gardes urbaines, volontaires à pied et à cheval ; troupe d'artillerie et ingénieurs.

Les officiers-généraux étaient communs à l'armée continentale et à l'armée des colonies.

sur l'infanterie, en gardant les régimens de milice toujours complets. Elle se recrute par la voie de l'enrôlement volontaire, et, dans les cas urgens, par la *quinta*, tirage au sort qui ne diffère de la conscription militaire établie en France, que parce qu'il ne s'étendait pas à toutes les provinces, et parce qu'il comprenait un grand nombre d'exceptions. Le tirage au sort était aussi le moyen de recrutement des régimens de milice.

Le prince de la Paix, nommé généralissime des troupes de terre, avait réorganisé l'armée en 1803, et lui avait donné des réglemens calqués sur ceux de France. Il avait augmenté la solde des officiers, et aucun soldat, en Europe, excepté le soldat anglais, ne recevait une solde plus forte que le soldat espagnol¹; l'enrôlement était pour un temps limité; la discipline douce

¹ Des retraites, après un certain temps de service, étaient assurées aux officiers. Les soldats trouvaient le repos dans des compagnies d'invalides.

et facile. Il semblerait donc que le métier de soldat devait s'accorder avec l'instinct contemplatif et la paresse innée des Espagnols ; cependant ils montraient une répugnance extrême pour le service militaire , particulièrement pour le service de l'infanterie. Le recrutement volontaire se faisait presque exclusivement dans les villes, et se nourrissait des vices et des désordres de la société. L'emploi de la quinta était odieux à la nation : le gouvernement n'y avait recours que dans les circonstances extraordinaires.

Le courage est comme l'amour ; il a besoin d'aliment et de stimulant : une longue paix, l'isolement topographique, l'assoupissement du gouvernement, avaient presque éteint l'esprit guerrier chez une nation, qui avait rempli le monde de sa renommée. Tout retentissait au dehors du bruit des armes, et, en Espagne, on n'apercevait même pas un simulacre de la guerre ; jamais le souverain n'avait endossé l'habit des soldats ; la haute noblesse avait oublié à quel prix ses ancêtres avaient acheté

leurs grandeurs et leurs titres ; les armes étaient à peine une carrière ; il n'y avait pas de ces camps de manœuvres , de ces grandes garnisons où les régimens apprennent à se connaître et à servir ensemble. Les officiers passaient , dans des petites garnisons , une vie monotone et obscure , au café , dans la paresse , sans émulation , accoutumés à une familiarité basse ; aucune école d'instruction positive ; point de sentimens généreux : la religion du point d'honneur était même tombée dans le relâchement.

L'ESPAGNOL a reçu de la nature la plupart des qualités propres à faire un bon soldat : il est religieux , et la religion , en élevant les pensées de l'homme , le rend plus propre à cette abnégation de soi-même , à cette exaltation morale , à ce sacrifice de tous les momens , dont la guerre offre chaque jour l'occasion. Calme et rempli de principes de justice , il est subordonné par nature , si l'ordre n'est pas absurde ; il est susceptible d'enthousiasme pour un chef

habile et capable. Sa sobriété est extrême ; sa patience est à toute épreuve : il vit d'une sardine ou d'un morceau d'ail frotté contre un morceau de pain ; le lit est pour lui une superfluité, il a l'habitude de coucher sur la dure et à la belle étoile. Après les Français, les Espagnols sont les premiers pour marcher longtemps et gravir les montagnes. Le soldat espagnol n'est ni mutin, ni raisonneur, ni querelleur, ni libertin, et s'enivre rarement. Il a moins d'intelligence que les Français ; il en a plus que les Allemands et les Anglais ; il aime la patrie, il en parle avec enthousiasme ; il n'a qu'un vice anti-militaire, c'est la malpropreté et des habitudes paresseuses qui engendrent les maladies, et répandent, parmi les malades, un abattement désorganisateur.

Il y a peu de discipline dans les armées espagnoles¹ ; les sous-officiers y avaient peu de

¹ Les lois pénales sont d'une grande douceur ; les

considération; un tiers des places d'officiers était à eux : les deux autres tiers appartenait aux cadets. Les cadets devaient, d'après les anciens réglemens, faire des preuves de noblesse¹. C'était peu de chose, dans un pays où le vingtième de la population est noble. Toutefois, on ne les exigeait plus que dans une partie de la cavalerie. Autant l'avancement nombreux de sous-officiers est bon, utile dans une armée recrutée entièrement par la conscription militaire, autant il est abusif dans une armée formée de l'écume de la population? Les sous-

militaires sont justiciables des conseils de guerre pour les délits de toute espèce; la peine de mort était rare et ne pouvait être appliquée qu'après l'approbation du roi ou du capitaine général de la province.

¹ Une partie des nobles quittent le service après quelques années et les officiers de fortune jamais, il arrivait que ceux-ci avaient la moitié des emplois au moins. L'espèce provenant du recrutement ne suffisait pas à cette consommation. De là a dû résulter une masse de mauvais officiers.

officiers espagnols présentaient peu d'étoffe pour l'avancement. D'un autre côté, ceux qui avaient donné à leurs enfans une éducation libérale, répugnaient à les faire entrer dans une carrière de dérèglement. L'église, la justice et les emplois civils, absorbaient ceux qui avaient reçu de l'éducation. Aucune étude, aucun enseignement préliminaire n'était exigé pour devenir officier d'infanterie ou de cavalerie. Des écoles fondées autrefois à Puerto de Santa-Maria, pour la première de ces armes, et à Ocana pour la seconde, avaient été supprimées depuis vingt ans ¹. Depuis cette époque, on s'aperçut d'une décadence parmi les officiers de l'armée. Ils étaient en général d'une qualité inférieure à leurs soldats, sous le rapport de l'éducation, de l'instruction et de la capacité. Pendant long temps les grands s'étaient tenus à l'é-

¹ Les académies militaires de Zamora et de Barcelone, où des officiers de génie enseignaient les mathématiques à quelques cadets et officiers tirés des régimens, n'y suppléaient pas.

cart des armées : ils y reparaissaient depuis le règne de Charles III ; mais là comme ailleurs, pour envahir rapidement des grades non mérités. L'avancement des officiers était arbitraire , susceptible de changement dans ses règles.

OUTRE UN petit nombre de capitaines généraux , grade équivalent à celui de maréchal dans les autres armées de l'Europe , et qui n'était donné qu'à des vieillards après un long commandement ou accordé à une faveur immense , l'Espagne avait quatre-vingt-six lieutenans-généraux , cent trente-neuf maréchaux-de-camp , mille cent quatre-vingt-treize brigadiers. Presque tous les officiers-généraux étaient employés, les uns dans le service des provinces et des places , les autres dans l'inspection des différentes armes¹. Les brigadiers

¹ Chaque province avait un commandant militaire ayant le titre de capitaine général de la province ,

avaient des régimens et des emplois. Il y avait quelques grades au-dessus de l'emploi dans les régimens , particulièrement en officiers supérieurs ; point de grades sans fonctions , pas de commandemens sans résidence.

QUOIQUE l'avancement fût arbitraire , les officiers généraux de l'armée espagnole n'arrivaient ordinairement à ce grade qu'après de longs et bons services. Aucun d'eux n'était connu en Europe pour avoir déployé des talens militaires sur une grande échelle. Tous avaient fait la guerre de 1793 contre la France ; la plupart s'y étaient distingués dans les emplois de l'état-major , et à la tête des régimens.

chargé de la conduite des gens de guerre , de la surveillance de la haute-police et président né du tribunal.

Chaque place avait un commandant militaire et un état-major. Le commandant avait le titre de gouverneur politique et militaire , quand il était en même temps chargé du pouvoir civil , et en cette qualité chef de la municipalité.

Les plus anciens, les plus renommés sortaient de ces écoles qui avaient été formées sous l'influence de Ricardo. Le favori, étranger à l'art de la guerre, était incapable de les apprécier, mais avait le désir d'en tirer parti, et il était favorable à ceux qui passaient pour avoir du mérite.

L'ARMÉE espagnole n'avait pas d'état-major. Ce service était fait à la guerre par des officiers-généraux désignés, et par d'autres officiers qu'on tirait de la ligne au moment où l'on se disposait à entrer en campagne. L'instruction de l'armée n'était pas dirigée vers la stratégie et la grande guerre. Les Espagnols n'ont d'ouvrages techniques sur le métier de la guerre que ceux traduits des autres langues. Le marquis de Santa-Cruz, leur Follard, a écrit très-prolixement tout ce qu'on devine par l'expérience de la guerre : il n'a pas écrit ce qu'il faudrait apprendre.

UN corps d'intendans et de commissaires des guerres était chargé de l'administration de l'armée, comptabilité, vivres, etc..... Un corps de chirurgiens militaires était attaché aux régimens et aux hôpitaux. Les réglemens français d'administration avaient été appliqués à tous les services espagnols. Depuis Philippe V, et surtout depuis Napoléon, il n'y avait eu d'institution à la mode en Espagne que celles qui avaient traversé les Pyrénées.

LA maison du roi tenait le premier rang dans l'armée ; c'était la contre-épreuve de ce que Philippe V avait vu à Versailles. Elle se composait de trois compagnies de gardes-du-corps, d'une compagnie de hallebardiers¹, de deux régimens des gardes espagnoles et

¹ Les gardes - du - corps et hallebardiers sont attachés spécialement, les premiers à la personne, les autres au palais du monarque.

wallones, formant ensemble un corps de six mille hommes, de la brigade des carabiniers royaux forte de six escadrons, plus de six cents chevaux.

Les gardes-du-corps étaient pris dans les classes aisées de la société, et offraient par leur moralité et leur éducation une garantie particulière de dévouement au monarque ; chargés de défendre sa personne, ils étaient une troupe à peu près inutile pour la guerre. L'opinion de tous les militaires de l'Europe a fait justice de ces corps d'officiers-soldats qui ne sont ni l'un ni l'autre, où le talent est dépensé sans profit pour le pays, où la bravoure personnelle est perdue par le défaut de discipline, qui peuvent par hasard se montrer avec éclat un jour donné, mais qui ne peuvent résister à une ou plusieurs campagnes. Le poignard du fanatique ne menace guères la vie des rois de l'Europe. D'ailleurs, ce genre de dangers est de nature à ne pas être prévenu par des compagnies de